

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2000 — 42

[C — 99/29514]

5 MAI 1999. — Décret portant approbation de l'accord de coopération relatif à la coordination et à la gestion des aides octroyées par la Commission européenne dans le domaine des ressources humaines et à la création de l'Agence Fonds Social Européen, conclu à Bruxelles le 2 septembre 1998 entre le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'Accord de coopération conclu à Bruxelles, le 2 septembre 1998, entre le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, conformément à l'article 92bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles, instituant un régime de coopération dans la coordination et la gestion des aides octroyées par la Commission européenne dans le domaine des ressources humaines et à la création d'une Agence Fonds Social Européen est approuvé.

**Art. 2.** Un service à gestion séparée au sens de l'article 140 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat est créé au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française de Belgique. Il est dénommé « Agence Fonds Social Européen ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 mai 1999.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,  
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—  
Note

(1) *Session 1998-1999 :*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret : n° 301-1. — Rapport : n° 301-2.

*Comptes rendus intégraux.* — Discussion. Séance du 30 mars 1999. — Adoption. Séance du 27 avril 1999

—  
**Accord de coopération relatif à la coordination et à la gestion des aides octroyées  
par la Commission européenne  
dans le domaine des ressources humaines et à la création d'une agence F.S.E.**

Vu les articles 127 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 92bis inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par les lois du 16 janvier 1989, 5 mai 1993 et 16 juillet 1993;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 11;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 11;

Vu le décret II de la Région wallonne du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 11;

Vu la délibération de Gouvernement de la Communauté française du 9 mars 1998;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 9 avril 1998;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française du 9 juillet 1998;

Vu le Traité instituant la Communauté européenne signé à Rome le 25 mars 1957, modifié par le Traité sur l'Union européenne signé à Maastricht le 7 février 1992, notamment l'article 123;

Vu la réglementation européenne et notamment le règlement cadre CEE n° 2081/93, le règlement de coordination CEE n° 2082/93 et le règlement F.S.E. CEE n° 2084/93;

Considérant que le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement wallon et le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale ont affirmé leur volonté de gérer conjointement les aides européennes octroyées à ces autorités dans le domaine des ressources humaines;

Considérant que ces politiques « Ressources humaines », cofinancées essentiellement par le Fonds social européen (F.S.E.) ou d'autres mécanismes de subventions spécifiques de l'Union européenne sont gérés par la Cellule F.S.E. de la Communauté française;

Considérant que l'exercice de la compétence en matière de reconversion et de recyclage professionnels visée à l'article 4, 16°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois des 8 août 1988, 16 janvier 1989 et 16 juillet 1993, a été transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, mais que par ailleurs la Communauté française reste compétente dans un certain nombre de matières d'éducation et de formation éligibles aux subventions de l'Union européenne;

Considérant qu'il est nécessaire d'établir une coopération qui vise à :

1° optimiser l'information, la documentation et le conseil donné aux bénéficiaires potentiels, notamment par la création en un lieu d'accès facile pour le public, d'une structure unique chargée de la gestion des politiques « Ressources humaines » subventionnées par l'Union européenne;

2° utiliser de façon maximale les subventions de l'Union européenne auxquelles la partie francophone du pays peut prétendre dans le cadre des programmes européens;

3° intégrer et renforcer mutuellement les actions « Ressources humaines » et les actions financées par les autres Fonds dans le cadre des interventions européennes faisant appel à plusieurs Fonds à finalité structurelle, aux niveaux suivants :

— préparation des plans requis par les règlements de l'Union européenne sur les Fonds structurels communautaires;

— établissement et négociation des cadres communautaires d'appui;

— programmation pluriannuelle budgétaire;

— mise en œuvre des interventions;

— appréciation ex ante, suivi et évaluation ex post des interventions;

4° accroître la transparence et la cohérence de la gestion de ces politiques « Ressources humaines », notamment en harmonisant les responsabilités administratives et les procédures comptables, ainsi qu'en associant à leur mise en œuvre l'ensemble des milieux intéressés;

5° favoriser les coordinations et les synergies entre les programmes européens et les lignes directrices des politiques internes de nos départements conformément aux principes de subsidiarité et de complémentarité :

— dans la mise en œuvre des différents programmes européens;

— dans la mise en œuvre des initiatives de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Commission communautaire française dans le cadre des programmes européens;

— dans la mise en œuvre et dans la recherche de partenariats au profit des projets à caractère international ou transnational réalisés dans des contextes frontaliers ou transnationaux;

— dans le suivi, le contrôle et l'évaluation des différents programmes mis en œuvre avec l'Union européenne;

6° optimiser l'utilisation des ressources humaines et matérielles consacrées à la mise en œuvre des programmes européens;

7° accroître les capacités de « recherche développement » et d'évaluation ex ante et ex post des programmes générés par la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

Considérant qu'il est indispensable d'assurer une cohérence et une complémentarité dans la gestion des différentes aides octroyées par la Commission européenne;

Considérant qu'en matière d'aides européennes, la multiplicité des intervenants, des informations et la complexité des procédures de gestion nécessitent un réel investissement spécialisé,

Entre :

Le Gouvernement de la Communauté française, représenté par Mme Laurette ONKELINX, Ministre-Présidente; M. William ANCION, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Relations internationales et du Sport, et M. Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE, Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Le Gouvernement wallon, représenté par M. Robert Collignon, Ministre-Président, et M. Jean-Claude Van Cauwenberghe, Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi et de la Formation;

Le Collège de la Commission communautaire française, représenté par M. Hervé HASQUIN, Ministre-Président chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales; M. Eric ANDRE, Ministre membre chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes, et M. Eric TOMAS, Ministre membre chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique,

Il est convenu ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Modes généraux de coopération

##### Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Cet accord concerne les compétences exercées par la Communauté française et les compétences visées à l'article 3 du décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

**Art. 2.** Pour l'application du présent accord de coopération, il faut entendre par :

1) Le Comité de suivi :

L'instance partenariale de décision (Commission européenne, autorités compétentes de l'état membre), qui a pour mission d'assurer le suivi d'un document unique de programmation (DOCUP), d'un cadre communautaire d'appui (CCA), d'un programme opérationnel (PO) ou de toute autre forme d'intervention de l'Union européenne dans le cadre d'une décision de celle-ci.

2) Le Comité technique et financier :

L'Organe chargé de préparer les décisions du Comité de suivi.

## Section II. — Principes

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre des plans et programmes approuvés par les Gouvernements et Collège, toute décision concernant les programmes de l'Union européenne repris ci-après doit être prise de commun accord entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française :

1. Les programmes liés aux objectifs 3 et 4 des Fonds structurels européens, financés exclusivement par le Fonds social européen;
2. Les programmes dits d'Initiative communautaire (« PIC' ») « Ressources humaines » financés essentiellement par le Fonds social européen, notamment « Emploi » et « Adapt »;
3. Les programmes d'action « Ressources humaines » établis en application de l'article 127 du Traité instituant la Communauté européenne, notamment le programme « LEONARDO »;

§ 2. Le Comité de suivi de chaque programme est composé des Ministres dont les compétences s'exercent dans les matières susceptibles d'un cofinancement européen, des Ministres des Relations extérieures ou internationales des Gouvernements wallons et de la Communauté française et du Collège de la Commission communautaire française, des Ministres du Budget des trois entités ou de leurs représentants, ainsi que des représentants désignés par la Commission européenne. Il comprend également, avec voix consultative, des représentants des partenaires locaux et socio-économiques désignés, sur proposition du Comité de suivi, par le président.

§ 3. En ce qui concerne le Comité de suivi des Cadres communautaires d'Appui établis au niveau de l'Etat, les Gouvernements et Collège sont représentés par une délégation, composée notamment du président du Comité de suivi du programme concerné ainsi que du Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française et du Ministre membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Reconversion et du Recyclage professionnels, ou de leurs représentants.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre des plans et programmes suivants approuvés par le Gouvernement wallon en association avec la Communauté française pour les matières qui relèvent de la compétence de celle-ci, toute décision concernant les actions et mesures « Ressources humaines » doit être prise de commun accord entre la Région wallonne et la Communauté française :

1. les programmes des objectifs 1 et 2 des Fonds structurels européens;
2. le(s) programme(s) de l'objectif 5 B des Fonds structurels européens;
3. les programmes d'initiative communautaire qui sont financés essentiellement par le Fonds européen de développement régional, notamment « INTERREG » et « PME ».

§ 2. A la demande du Ministre du Gouvernement wallon qui a la Formation professionnelle dans ses attributions, un Comité technique et financier peut être chargé d'assurer le suivi des actions « Ressources humaines » et la préparation des décisions des Comités de suivi mis en place par le Gouvernement wallon pour la mise en œuvre de ces plans et programmes.

§ 3. Le Comité technique et financier est composé des Ministres dont les compétences s'exercent dans les matières concernées, des Ministres des Relations extérieures ou internationales et des Ministres du Budget des Gouvernements wallon et de la Communauté française ou des représentants qu'ils désignent, ainsi que des représentants désignés par la Commission européenne. Il comprend également, avec voix consultative, des représentants des partenaires locaux et socio-économiques désignés, sur proposition du Comité de suivi, par le président.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Un Comité d'accompagnement prépare les décisions de chaque Comité de suivi de programmes visés à l'article 3 et de chaque Comité technique et financier visé à l'article 4, et prend toute décision relative aux projets, mesures ou actions d'un programme européen, à l'exception de celles attribuées au Comité de suivi par la réglementation européenne. Il se compose des Ministres membres du Comité de suivi ou du Comité technique et financier du programme concerné ou de leurs représentants.

§ 2. Les décisions du Comité d'accompagnement respectent les réglementations européennes en vigueur et les dispositions de mise en œuvre, décidées par la Commission européenne, sur base des plans et en accord avec les autorités responsables de leur élaboration, dans le cadre du partenariat.

**Art. 6.** Le Ministre du Gouvernement wallon ayant la Formation professionnelle dans ses attributions assure la présidence des Comités de suivi visés à l'article 3, des Comités techniques et financiers visés à l'article 4 et des Comités d'accompagnement visés à l'article 5. Ceux-ci peuvent également, le cas échéant, et en accord avec le Ministre du Gouvernement wallon ayant la Formation professionnelle dans ses attributions, désigner un président particulier pour l'un ou l'autre programme spécifique. Les vice-présidences des Comités sont désignées par les Comités d'accompagnement.

**Art. 7.** Le cofinancement des projets, mesures ou actions est assuré, pour chaque programme, sous la responsabilité du vu des Ministres compétents dans le respect des réglementations européennes.

**Art. 8.** En cas de litige avec la Commission européenne, sans préjudice de l'article 16, § 3, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 tel que modifié par la loi spéciale du 5 mai 1993, chaque Gouvernement ou Collège est responsable à concurrence de son apport dans le cofinancement et à tout le moins à concurrence des montants de l'intervention européenne.

## CHAPITRE II. — De la création et de la gestion de l'agence « Fonds social européen »

Section 1<sup>re</sup>. — De la création

**Art. 9.** La Communauté française s'engage à créer un service à gestion séparée, au sein de ses services, appelé « Agence Fonds social européen », géré conjointement par le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission Communautaire française.

**Art. 10.** L'Agence participe à la préparation et assure l'animation, la gestion administrative et comptable, le suivi, le contrôle et l'évaluation des programmes et actions visés aux articles 3 et 4.

**Art. 11.** Les Gouvernements et Collège veillent à fournir les moyens nécessaires au fonctionnement de l'Agence selon les modalités déterminées de commun accord.

*Section 2. — De la gestion.*

**Art. 12.** L'Agence est placée sous la direction opérationnelle d'un Comité de gestion, ci-après dénommé le Comité. Le Comité exécute les décisions des Comités de suivi des programmes visés aux articles 3 et 4.

**Art. 13.** Le Comité est composé des Ministres des Gouvernements wallon et de la Communauté française et du Collège de la Commission communautaire française concernés par les programmes et actions visés aux articles 3 et 4, ainsi que les Ministres ayant les Relations extérieures ou internationales, le Budget et la Fonction publique dans leurs attributions, ou les représentants qu'ils désignent.

**Art. 14.** La Présidence du Comité est exercée par le Ministre du Gouvernement wallon ayant la Formation professionnelle dans ses compétences. Les Gouvernements et Collège désignent de commun accord deux vice-présidents.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Le Comité soumet son règlement d'ordre intérieur à l'approbation des Gouvernements et du Collège.

Il prévoit notamment :

- les règles concernant la convocation du Comité;
- les règles relatives à la Présidence du Comité, en cas d'absence ou d'empêchement du président et des vice-présidents;
- la détermination des actes de gestion journalière;
- la détermination des besoins en terme de personnel de l'Agence;
- le mode de représentation des Ministres visés à l'article 13, sans préjudice de l'application des règles relatives au contrôle administratif et budgétaire et au contrôle de la Cour des comptes, les modalités de contrôle de la gestion et de l'utilisation des fonds en provenance de l'Union européenne.

§ 2. Le Comité statue à l'unanimité de ses membres.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. La gestion journalière de l'Agence est confiée à un directeur assisté d'un directeur adjoint. Ceux-ci sont désignés par le Gouvernement de la Communauté française après avis conformes du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française.

§ 2. Le président du Comité notifie au directeur de l'Agence les décisions des Comités de suivi pour les programmes visés aux articles 3 et 4 et celles relatives à la gestion de l'Agence.

*Section 3. — Du financement*

**Art. 17.** Les ressources de l'Agence comprennent :

- 1° Les subventions des institutions de l'Union européenne.
- 2° Les moyens inscrits aux budgets de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Commission communautaire française.
- 3° Les produits financiers découlant de la gestion des fonds versés par l'Union européenne.
- 4° Les fonds des tiers mis à sa disposition dans le cadre des programmes visés aux articles 3 et 4.

**Art. 18.** Les montants visés à l'article 17, 2° sont répartis proportionnellement à l'apport de l'Union européenne pour chaque pouvoir dans les programmes visés aux articles 3 et 4. Ces moyens sont mis à disposition de l'Agence en quatre tranches trimestrielles d'un montant égal, à payer à l'Agence au plus tard le vingtième jour de chaque trimestre.

*CHAPITRE III. — Du budget et des comptes*

**Art. 19.** L'Agence établit son budget sous la direction du Comité. Le budget de l'Agence est annexé au budget général des dépenses de la Communauté française. Il est annexé aux budgets administratifs de la Région wallonne et de la Commission communautaire française.

**Art. 20.** Le compte d'exécution du budget et le compte de Trésorerie sont arrêtés par le Comité de gestion au plus tard le 31 mars de l'exercice suivant. Ils sont transmis à la Cour des Comptes par le Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant le budget dans ses attributions pour le 30 avril au plus tard. Les comptes sont annexés au compte général de la Communauté française.

**Art. 21.** Les dépenses sont liquidées et payées sans l'intervention de la Cour des comptes. Celle-ci peut exercer un contrôle sur place.

**Art. 22.** Le Gouvernement de la Communauté française prend les mesures nécessaires à la gestion des comptes spécifiques, ouverts par l'Agence pour gérer les fonds versés par l'Union européenne ainsi que les produits financiers découlant de cette gestion; les comptes spécifiques et les produits financiers sont intégrés dans la fusion d'échelles des comptes de la Communauté française.

*CHAPITRE IV. — Dispositions générales et finales**De l'Exécution*

**Art. 23.** les modalités d'exécution du présent accord de coopération notamment celles relatives au fonctionnement, au personnel, aux biens, au financement, au budget et aux comptes de l'Agence sont arrêtées par le Gouvernement de la Communauté française après avis conformes du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française. Ces dispositions sont prises dans le mois qui suit la sanction du décret portant approbation du présent accord.

*Des dispositions transitoires*

**Art. 24.** Depuis la date d'entrée en vigueur du Décret II du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et la Commission communautaire française et jusqu'à la date de mise en application du présent accord, la Cellule Fonds social européen de la Communauté française est chargée de poursuivre la gestion passée et actuelle concernée par le présent accord sous l'autorité du Gouvernement de la Communauté française.

**Art. 25.** Le présent accord est conclu pour une durée d'un an. Il est de plein droit tacitement renouvelé s'il n'est dénoncé six mois francs avant la date de son expiration.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Mme L. ONKELINX,  
Ministre-Présidente

W. ANCION,

Ministre de l'Enseignement supérieur de la Recherche scientifique, des Relations internationales et du Sport,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE,

Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique

Pour le Gouvernement wallon :

R. COLLIGNON,

Ministre-Président

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE,

Ministre du Budget, de l'Emploi et de la Formation

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

H. HASQUIN,

Ministre-Président chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne et des Relations internationales

E. TOMAS,

Ministre membre chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique

E. ANDRE,

Ministre membre chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes

---

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 42

[C - 99/29514]

**5 MEI 1999.** — **Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord betreffende de coördinatie en het beheer van de door de Europese Commissie verleende steun inzake human resources en betreffende de oprichting van het Agentschap Europees Sociaal Fonds, op 2 september 1998 te Brussel gesloten door de Waalse Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Het Samenwerkingsakkoord waarbij een samenwerkingsstelsel wordt ingevoerd voor de coördinatie en het beheer van de door de Europese Commissie verleende steun inzake human resources en waarbij het Agentschap Europees Sociaal Fonds wordt opgericht, op 2 september 1998 te Brussel gesloten door de Waalse Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, overeenkomstig artikel 92bis van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen, wordt goedgekeurd.

**Art. 2.** Binnen de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap wordt een dienst met afzonderlijk beheer in de zin van artikel 140 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscompatibiliteit opgericht. Hij wordt « Agentschap Europees Sociaal Fonds » genoemd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 mei 1999.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,  
belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,  
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,  
Ch. PICQUÉ

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

---

Nota

(1) *Zitting 1998-1999 :*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet : nr. 301. — Verslag : nr. 301-2.

*Integrale verslagen.* — Bespreking. Vergadering van 30 maart 1999. — Aanneming. Vergadering van 27 april 1999.

**Samenwerkingsakkoord betreffende de coördinatie en het beheer  
van de door de Europese Commissie verleende steun  
inzake human resources en betreffende de oprichting van het Agentschap Europees Sociaal Fonds**

Gelet op de artikelen 127 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de wetten van 16 januari 1989, 5 mei 1993 en 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het decreet II van het Waalse Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 maart 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 9 april 1998;

Gelet op de beraadslaging van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 9 juli 1998;

Gelet op het Verdrag tot Oprichting van de Europese Gemeenschap, ondertekend op 25 maart 1957 in Rome, gewijzigd bij het Verdrag over de Europese Unie, ondertekend op 7 februari 1992 te Maastricht, inzonderheid op artikel 123;

Gelet op de Europese regelgeving, met name de kaderverordening EEG nr. 2081/93, de coördinatieverordening EEG nr. 2082/93 en de verordening E.S.F. EEG nr. 2084/93;

Overwegende dat de Regering van de Franse Gemeenschap, de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest duidelijk hebben laten merken dat ze gezamenlijk willen zorgen voor het beheer van de Europese steun die zij op het gebied van human resources genieten;

Overwegende dat die beleidsvormen « Human resources », die voornamelijk medegefinancierd worden door het Europees Sociaal Fonds (E.S.F.) of door andere specifieke subsidiëeringsmechanismen van de Europese Unie, door de E.S.F.-cel van de Franse Gemeenschap worden beheerd;

Overwegende dat de uitoefening van de bevoegdheid inzake beroepsomscholing en bijscholing bedoeld in artikel 4, 16°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 16 januari 1989 en 16 juli 1993, overgedragen werd aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, maar dat de Franse Gemeenschap evenwel bevoegd blijft voor een aantal aangelegenheden inzake onderwijs en vorming die in aanmerking komen voor toelagen van de Europese Unie;

Overwegende dat een samenwerking noodzakelijk is om :

1° de aan eventuele begunstigen verstrekte informatie, documentatie en adviezen te optimaliseren, met name door de oprichting, op een plaats die vlot toegankelijk is voor het publiek, van een unieke structuur voor het beheer van de door de Europese Unie gesubsidieerde beleidsvormen « Human resources »;

2° de toelagen van de Europese Unie, waarvoor het franstalige gedeelte van het land in aanmerking komt in het kader van de Europese programma's, zo goed mogelijk te gebruiken;

3° de acties « Human resources » en de door de andere Fondsen in het kader van de Europese bijstandsverlening gefinancierde acties die een beroep doen op verschillende fondsen met structurele strekking, te integreren en wederzijds te versterken op de volgende gebieden :

— voorbereiding van de plannen die vereist worden krachtens de verordeningen van de Europese Unie betreffende de communautaire Structuurfondsen;

— vaststelling en onderhandeling van de communautaire bestekken;

— budgettaire meerjarenplanning;

— tenuitvoerlegging van de bijstandsverlening;

— beoordeling vooraf, toezicht op en evaluatie achteraf van de bijstandsverlening;

4° de transparantie en samenhang van het beheer van die beleidsvormen « Human resources » te verhogen, met name door de administratieve verantwoordelijkheden en de boekhoudkundige procedures te harmoniseren, alsook door alle belanghebbende partijen bij de uitvoering daarvan te betrekken;

5° de coördinatie en synergieën tussen de Europese programma's en de richtlijnen van de interne beleidsvormen van onze departementen te bevorderen met inachtneming van de subsidiariteits- en complementariteitsbeginselen :

— bij de uitvoering van de verschillende Europese programma's;

— bij de uitvoering van de initiatieven van de Franse Gemeenschap, van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschapscommissie in het kader van de Europese programma's;

— bij het tot stand brengen van en het zoeken naar partnerschappen ten bate van projecten met internationale of transnationale strekking die uitgevoerd worden in een grensoverschrijdend of transnationaal verband;

— bij het toezicht en de controle op de verschillende programma's die met de Europese Unie worden uitgevoerd, alsook bij de evaluatie ervan;

6° het gebruik van de « human resources » en de materiële hulpmiddelen die voor de uitvoering van de Europese programma's bestemd zijn, te optimaliseren;

7° het vermogen « onderzoek-ontwikkeling » en evaluatie vooraf en achteraf van de programma's die uitgevoerd worden door de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, te verhogen;

Overwegende dat moet worden gezorgd voor samenhang en complementariteit in het beheer van de verschillende toelagen die door de Europese Commissie worden verleend;

Overwegende dat, wat de Europese bijstandsverlening betreft, de talrijke tussenkomende partijen en gegevens, en de ingewikkelde beheersprocedures een specifieke investering vereisen,

Tussen :

De Regering van de Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door Mevr. Laurette ONKELINX, Minister-Voorzitster; de heer William ANCIEN, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Internationale Betrekkingen en Sport, en de heer Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE, Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken;

De Waalse Regering, vertegenwoordigd door de heer Robert COLLIGNON, Minister-President, en de heer Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE, Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming;

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door de heer Hervé HASQUIN, Minister-President, belast met Begroting, Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, alsook met Internationale Betrekkingen; de heer Eric ANDRE, Minister-lid, belast met Beroepsopleiding en Permanente Opleiding van de Middenklasse, en de heer Eric TOMAS, Minister-lid belast met Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt,

Is overeengekomen wat volgt :

## HOOFDSTUK I. — *Algemene wijzen van samenwerking*

### *Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit akkoord betreft de door de Franse Gemeenschap uitgeoefende bevoegdheden en die bedoeld in artikel 3 van het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

1) Het Toezichtcomité :

het beslissende partnerorgaan (Europese Commissie, bevoegde overheden van de Lidstaat), dat moet zorgen voor het toezicht op één enkel programmeringsdocument (EPD), een communautair bestek, een operationeel programma of elke andere vorm van bijstandsverlening van de Europese Unie in het kader van een beslissing van deze laatste.

2) Het technisch-financieel Comité :

het Orgaan dat de beslissingen van het Toezichtcomité moet voorbereiden.

### *Afdeling 2. — Beginselen*

**Art. 3.** § 1. In het kader van de door de Regeringen en het College goedgekeurde plannen en programma's, dient elke beslissing i.v.m. de hiernavermelde programma's van de Europese Unie te worden genomen in onderlinge overeenstemming met de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie :

1. de programma's i.v.m. de doelstellingen 3 en 4 van de Europese Structuurfondsen, uitsluitend gefinancierd door het Europees Sociaal Fonds;

2. de Communautaire Initiatiefprogramma's, « Human resources », uitsluitend gefinancierd door het Europees Sociaal Fonds, met name « Emploi » en « Adapt »;

3. de actieprogramma's « Human resources », opgemaakt overeenkomstig artikel 127 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, met name het programma « LEONARDO ».

§ 2. Het Toezichtcomité voor elk programma is samengesteld uit de Ministers die bevoegd zijn voor de aangelegenheden die in aanmerking komen voor een Europese medefinanciering, de Ministers van buitenlandse of internationale Betrekkingen van de Waalse Regering, van de Regering van de Franse Gemeenschap en van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, de Ministers van Begroting van de drie deelstaten of hun vertegenwoordigers, alsook de door de Europese Commissie aangewezen vertegenwoordigers. Het bestaat ook uit de vertegenwoordigers van de plaatselijke en sociaal-economische partners die door de voorzitter aangewezen worden op voorstel van het Toezichtcomité en die raadgevende stem hebben.

§ 3. Wat betreft het Toezichtcomité voor de Communautaire Bestekken die op het federale niveau zijn opgemaakt, worden de Regeringen en het College vertegenwoordigd door een delegatie die bestaat uit, o.a., de Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap en de Minister die lid is van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en belast is met Beroepsomscholing en -bijscholing, of hun vertegenwoordigers.

**Art. 4.** § 1. In het kader van de onderstaande plannen en programma's, die door de Waalse Regering zijn goedgekeurd in samenwerking met de Franse Gemeenschap wat betreft de aangelegenheden waarvoor deze laatste bevoegd is, moet elke beslissing i.v.m. de acties en maatregelen « Human resources » worden genomen in onderlinge overeenstemming met het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap :

1. de programma's van de doelstellingen 1 en 2 van de Europese Structuurfondsen;

2. het(de) programma('s) van doelstelling 5 B van de Europese Structuurfondsen;

3. de communautaire initiatiefprogramma's die uitsluitend gefinancierd worden door het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, o.a. « INTERREG » en « KMO's ».

§ 2. Op verzoek van de Minister van de Waalse Regering die voor Beroepsopleiding bevoegd is, kan een technisch-financieel Comité belast worden met het toezicht op de acties « Human resources » en met de voorbereiding van de beslissingen van de Toezichtcomités opgericht door de Waalse Regering voor de uitvoering van die plannen en programma's.

§ 3. Het technisch-financieel Comité is samengesteld uit de Ministers die bevoegd zijn voor de betrokken aangelegenheden, de Ministers van Buitenlandse of Internationale Betrekkingen en de Ministers van Begroting van de Waalse Regering en van de Regering van de Franse Gemeenschap of de vertegenwoordigers die ze aanwijzen, alsook de door de Europese Commissie aangewezen vertegenwoordigers. Het bestaat ook uit de vertegenwoordigers van de plaatselijke en sociaal-economische partners die door de voorzitter aangewezen worden op voordracht van het Toezichtcomité en die raadgevende stem hebben.

**Art. 5. § 1.** Een Begeleidingscomité bereidt de beslissingen voor van elk Toezichtcomité voor de in artikel 3 bedoelde programma's en van elk technisch-financieel Comité bedoeld in artikel 4, en neemt elke beslissing betreffende de projecten, maatregelen of acties van een Europees programma, met uitzondering van die welke aan het Toezichtcomité toegewezen worden krachtens de Europese regelgeving. Het bestaat uit de Ministers die lid zijn van het Toezichtcomité of van het technische-financieel Comité van het betrokken programma, of hun vertegenwoordigers.

§ 2. Het Begeleidingscomité neemt zijn beslissingen met inachtneming van de geldende Europese regelgeving en de uitvoeringsbepalingen die bepaald worden door de Europese Commissie op grond van de plannen en in overeenstemming met de overheden die in het kader van het partnerschap verantwoordelijk zijn voor de uitwerking van die plannen.

**Art. 6.** Het voorzitterschap van de in artikel 3 bedoelde Toezichtcomités, de in artikel 4 bedoelde technisch-financiële Comités en de in artikel 5 bedoelde Begeleidingscomités wordt waargenomen door de Minister van de Waalse Regering die voor Beroepsopleiding bevoegd is. Die comités kunnen in voorkomend geval en in overeenstemming met de Minister van de Waalse Regering die voor Beroepsopleiding bevoegd is, een aparte voorzitter aanwijzen voor het één of ander specifiek programma. De ondervoorzitters van de Comités worden door de Begeleidingscomités aangewezen.

**Art. 7.** De projecten, maatregelen of acties worden voor elk programma medegefinancierd onder de verantwoordelijkheid van de bevoegde Minister(s), met inachtneming van de Europese regelgevingen.

**Art. 8.** In geval van geschil met de Europese Commissie, is elke Regering of het College, onverminderd artikel 16, § 3, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 5 mei 1993, verantwoordelijk ten belope van haar of zijn bijdrage in de financiering en minimum ten belope van de bedragen van de Europese tegemoetkoming.

## HOOFDSTUK II. — Oprichting en beheer van het agentschap « Europees Sociaal Fonds »

### Afdeling 1. — Oprichting

**Art. 9.** De Franse Gemeenschap verbindt zich ertoe binnen haar diensten een dienst « Agentschap Europees Sociaal Fonds » met een gescheiden beheer op te richten. Het wordt gezamenlijk beheerd door de Waalse Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap en het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 10.** Het Agentschap werkt mee aan de voorbereiding en zorgt voor de uitvoering, het administratief en boekhoudkundig beheer en de evaluatie van de in de artikelen 3 en 4 bedoelde programma's en acties, alsook voor het toezicht en de controle daarop.

**Art. 11.** De Regeringen en het College verschaffen het Agentschap de middelen die noodzakelijk zijn voor zijn werking, met inachtneming van de in onderlinge overeenstemming bepaalde regels.

### Afdeling 2. — Beheer

**Art. 12.** Het Agentschap staat onder de operationele leiding van een Beheerscomité, hierna het Comité genoemd. De beslissingen van de Toezichtcomités voor de in de artikelen 3 en 4 bedoelde programma's worden door het Comité uitgevoerd.

**Art. 13.** Het Comité is samengesteld uit de Ministers van de Waalse Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap en het College van de Franse Gemeenschapscommissie die betrokken zijn bij de in de artikelen 3 en 4 bedoelde programma's en acties, alsook uit de Ministers die belast zijn met Buitenlandse of Internationale Betrekkingen, Begroting en Ambtenarenzaken, of de vertegenwoordigers die ze aanwijzen.

**Art. 14.** Het Voorzitterschap van het Comité wordt waargenomen door de Minister van de Waalse Regering die voor Beroepsopleiding bevoegd is. Twee ondervoorzitters worden in onderlinge overeenstemming door de Regeringen en het College aangewezen.

**Art. 15. § 1.** Het Comité onderwerpt zijn huishoudelijk reglement aan de goedkeuring van de Regeringen en van het College.

Het bepaalt met name :

- de wijze van bijeenroeping van het Comité;
- de regels betreffende het Voorzitterschap van het Comité, bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter en van de ondervoorzitters;
- de vaststelling van de daden van dagelijks beheer;
- de vaststelling van de personeelsbehoeften van het Agentschap;
- de wijze waarop de in artikel 13 bedoelde Ministers worden vertegenwoordigd, onverminderd de toepassing van de regels betreffende het administratieve en budgettaire toezicht en de controle van het Rekenhof, de bepalingen voor het toezicht op het beheer en het gebruik van de gelden van de Europese Unie.

§ 2. Het Comité beslist met eenparigheid van stemmen.

**Art. 16. § 1.** Het dagelijkse beheer van het Agentschap wordt toevertrouwd aan een directeur en een adjunct-directeur, die aangewezen worden door de Regering van de Franse Gemeenschap na eensluidende adviezen van de Waalse Regering en van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 2. De voorzitter van het Comité geeft de directeur van het Agentschap kennis van de beslissingen van de Toezichtcomités voor de in de artikelen 3 en 4 bedoelde programma's, alsook van die betreffende het beheer van het Agentschap.

### Afdeling 3. — Financiering

**Art. 17.** De middelen van het Agentschap bestaan uit :

- 1° toelagen van de instellingen van de Europese Unie;
- 2° middelen die opgenomen zijn in de begrotingen van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;
- 3° financiële producten die voortkomen uit het beheer van de door de Europese Unie gestorte gelden;
- 4° gelden van derden waarover het Agentschap beschikt in het kader van de in de artikelen 3 en 4 bedoelde programma's.



**Art. 18.** De in artikel 17, 2°, bedoelde bedragen worden voor elke overheid verdeeld naar evenredigheid van de inbreng van de Europese Unie in de programma's bedoeld in de artikelen 3 en 4. Die middelen worden ter beschikking gesteld van het Agentschap in vier driemaandelijke tranches van hetzelfde bedrag en moeten uiterlijk de twintigste dag van elk kwartaal worden betaald.

### HOOFDSTUK III. — *Begroting en Rekeningen*

**Art. 19.** Het Agentschap maakt zijn begroting op onder het toezicht van het Comité. De begroting van het Agentschap wordt bij de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap gevoegd. Ze wordt bij de administratieve begroting van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie gevoegd.

**Art. 20.** De rekening van uitvoering van de begroting en de Thesaurierekening worden uiterlijk 31 maart van het volgende boekjaar door het Beheerscomité vastgesteld. Ze worden uiterlijk 30 april aan het Rekenhof overgemaakt door de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap die voor de begroting bevoegd is. De rekeningen worden bij de algemene rekening van de Franse Gemeenschap gevoegd.

**Art. 21.** De uitgaven worden vereffend en betaald zonder de tussenkomst van het Rekenhof. Het Rekenhof kan een controle ter plaatse uitvoeren.

**Art. 22.** De Regering van de Franse Gemeenschap treft de nodige maatregelen voor het beheer van de specifieke rekeningen die het Agentschap heeft geopend voor het beheer van de door de Europese Unie gestorte gelden alsook van de financiële produkten die uit dat beheer voortvloeien; de specifieke rekeningen en de financiële producten worden geïntegreerd in de schalenfusie van de rekeningen van de Franse Gemeenschap.

### HOOFDSTUK IV. — *Algemene en slotbepalingen*

#### Uitvoering

**Art. 23.** De bepalingen voor de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord, met name die betreffende de werking, het personeel, de goederen, de financiering, de begroting en de rekeningen van het Agentschap worden bepaald door de Regering van de Franse Gemeenschap na eensluidend advies van de Waalse Regering en van het College van de Franse Gemeenschapscommissie. Die bepalingen worden genomen binnen de maand volgend op de bekrachtiging van het decreet houdende goedkeuring van dit akkoord.

#### Overgangsbepalingen

**Art. 24.** Vanaf de datum van inwerkingtreding van het decreet II van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie tot de datum van tenuitvoerlegging van dit akkoord, moet de Cel Europees Sociaal Fonds van de Franse Gemeenschap het vroegere en het huidige beheer waarop dit akkoord betrekking heeft, voortzetten onder het toezicht van de Regering van de Franse Gemeenschap.

**Art. 25.** Dit akkoord wordt gesloten voor de duur van één jaar. Het wordt van rechtswege stilzwijgend vernieuwd als het zes volle maanden vóór het einde ervan niet wordt opgezegd.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

Mevr. L. ONKELINX,  
Minister-Voorzitter

W. ANCION,  
Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Internationale Betrekkingen en Sport

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE,  
Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken

Voor de Waalse Regering :

R. COLLIGNON,  
Minister-President

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE,  
Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming  
Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

H. HASQUIN,  
Minister-President, belast met Begroting, Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest,  
alsook met Internationale Betrekkingen

E. TOMAS,  
Minister-lid belast met Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs, Sociale Promotie,  
Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt,

E. ANDRE,  
Minister-lid, belast met Beroepsopleiding en Permanente Opleiding van de Middenklasse